

Les Ministres des finances, les Gouverneurs des Banques centrales et les Présidents des institutions régionales de la Zone franc se sont réunis le jeudi 3 octobre 2013 à Paris, sous la présidence de M. Pierre MOSCOVICI, Ministre de l'économie et des finances de la République française.

Les participants ont échangé sur la situation économique des pays africains membres de la Zone franc et sur l'évolution de la Zone euro. Ils se sont félicités du niveau soutenu de l'activité économique au cours de l'année 2012 dans la plupart des pays de la Zone franc. Ainsi, la croissance a marqué une nette hausse dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), passant de 0,9% en 2011 à 6,5% en 2012, sous l'effet de la reprise rapide de l'activité en Côte d'Ivoire, de l'accroissement de l'investissement dans plusieurs Etats membres et de bonnes performances agricoles. Après une hausse de 4,6% en 2011, la dynamique de croissance s'est poursuivie en 2012 dans la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) avec un taux de 5,2%, soutenue par la vigueur du secteur non pétrolier. La croissance s'est également améliorée aux Comores, pour atteindre 3%, contre 2,6% en 2011, en raison d'une forte demande intérieure. Les prévisions économiques pour l'année 2013 restent favorablement orientées, malgré des incertitudes socio-politiques dans certains pays. La croissance devrait ainsi se maintenir à un niveau élevé dans l'UEMOA, à 6,4%, alors qu'elle connaîtrait un ralentissement à 2,9% dans la CEMAC en raison de la baisse de la production pétrolière et des investissements publics dans plusieurs pays. Aux Comores, la croissance atteindrait 3,5%.

Les Ministres, les Gouverneurs et les Présidents d'institutions régionales ont également convenu d'accroître leurs efforts pour maintenir la croissance et améliorer la convergence des politiques macro-économiques, en portant une attention particulière à la soutenabilité des finances publiques, à la situation des arriérés de paiement et à l'inflation. Ils ont en outre décidé de poursuivre les travaux engagés à l'initiative de chaque Commission pour adapter le dispositif de surveillance multilatérale aux enjeux de la convergence économique et aux exigences d'une croissance plus soutenue.

Dans la perspective de l'approfondissement de divers domaines d'intégration régionale, les Ministres, les Gouverneurs et les Présidents d'institutions régionales ont examiné la question des politiques régionales d'infrastructures. L'étude, réalisée sur ce thème sous l'égide de la Commission de l'UEMOA, montre l'importance des infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications pour la compétitivité et la croissance de la Zone franc. Il souligne le rôle essentiel que doivent jouer les Unions régionales pour définir les priorités, réaliser les interconnexions des réseaux nationaux et mettre en place un cadre de régulation et de gestion des services infrastructurels offrant aux acteurs économiques fluidité, continuité et faibles coûts. Pour répondre aux besoins considérables de financement des infrastructures en Afrique, le futur Fonds Afrique 50, présenté par

la Banque africaine de développement, constituera un mécanisme innovant permettant d'accroître la mobilisation de ressources.

Dans le prolongement des travaux de la réunion des ministres des finances de la Zone franc d'octobre 2012, qui avaient conclu au besoin d'outils spécifiques d'accompagnement des partenariats publics-privés (PPP) à l'échelle régionale pour favoriser le développement des infrastructures, M. Pierre Moscovici a annoncé le lancement d'une initiative conjointe avec la Banque mondiale pour appuyer les pays de la Zone franc dans ce domaine et dynamiser la réalisation des infrastructures publiques. Le Ministre a invité les autres partenaires, dont la BAfD, à s'associer à cette initiative.

Les Ministres, les Gouverneurs et les Présidents d'institutions régionales ont par ailleurs débattu du thème des dispositifs d'achat public dans les pays de la Zone franc, sur la base d'un rapport d'étape présenté par la Commission de la CEMAC. Ils ont convenu de poursuivre les réflexions afin d'améliorer, de manière harmonisée au niveau régional, le cadre juridique et institutionnel de l'achat public, avec l'objectif de mettre en œuvre des processus plus performants et mieux coordonnés avec les procédures budgétaires et comptables des Etats.

Les Ministres, Gouverneurs et Présidents d'institutions régionales ont également échangé sur l'actualité des institutions multilatérales afin d'y porter des messages communs lors des prochaines réunions d'automne du FMI et de la Banque mondiale, qui auront lieu à partir du 11 octobre 2013 à Washington. Ils ont appelé les pays qui n'ont pas encore ratifié la réforme de 2010 de la gouvernance du FMI à le faire rapidement et à ce que tous les pays donnent leur consentement à l'utilisation du surprofit des ventes d'or du FMI afin de permettre le financement du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.

Les Ministres, Gouverneurs et Présidents d'institutions régionales se sont félicités de l'aboutissement du processus de transition politique au Mali et du soutien apporté par la communauté internationale aux autorités maliennes pour stabiliser et reconstruire l'économie du pays. Ils ont également encouragé la Guinée Bissau à poursuivre le processus de transition en cours. Les participants ont en outre exprimé leur vive préoccupation quant à l'évolution de la situation économique, sociale, humanitaire et sécuritaire en République centrafricaine. Ils ont salué la forte implication de l'Union africaine, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale et de la CEMAC pour définir un cadre de transition politique et mettre en place la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA). Par ailleurs, ils ont appelé à une plus forte mobilisation de la communauté internationale et des bailleurs multilatéraux pour aider les autorités de transition à rétablir l'ordre public et la sécurité des habitants.

Dans ce contexte, les Ministres, Gouverneurs et Présidents d'institutions régionales ont salué l'initiative française de convier à Paris, les 6 et 7 décembre prochains, les Chefs d'Etat et de gouvernement du continent pour le Sommet de l'Elysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique, et ont échangé sur la préparation du volet économique du Sommet.

Les Ministres, Gouverneurs et Présidents d'institutions régionales ont chaleureusement remercié les autorités françaises pour l'organisation de cette réunion de la Zone franc et pour l'accueil réservé aux participants. Ils ont accepté l'invitation des autorités de Guinée équatoriale de tenir la prochaine réunion des ministres des finances de la Zone franc à Malabo le 4 avril 2014.